

Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté N° 90 20 septembre 2007 - Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes). Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

Coordination Française Marche mondiale des femmes 25/27 rue des Envierges, 75020 Paris, tel 01 44 62 12 04 ; 06 80 63 95 25, Site : <http://www.marchemondiale.org>.

SPECIAL MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES

- 1 - L'avortement au Portugal : article de la MMF Portugal
- 2 - La MMF au Kenya
- 4 - Intégration des peuples aux Amériques
- 5 - Forum Social des Etats-Unis
- 6 - Appel à l'action du FSM

1 - L'avortement au Portugal : article de la MMF Portugal

La victoire du OUI au référendum au Portugal fut un événement très profond et important pour la société portugaise et pour l'histoire du mouvement féministe portugais, ayant un fort impact au niveau mondial. Et cela pour plusieurs raisons :

- Parce que le droit au choix, le droit à choisir sur son corps était un droit fondamental toujours nié et ajourné depuis le 25 avril 1974, malgré les énormes progrès au niveau politique, social, culturel dans les vies des portugaises dès cette date historique pour notre peuple.
- Parce que les droits sexuels et reproductifs ont été, depuis toujours, le dernier bastion des secteurs les plus rétrogrades de l'église catholique et de la société portugaise, ayant mobilisé de gros moyens et embrasé de larges secteurs d'une société profondément catholique, très marquée par une culture et une idéologie conservatrices prenant ses racines au temps de la dictature salazariste. L'histoire de la lutte pour le droit à l'avortement au Portugal - au Parlement, dans les rues, lors du 1^{er} référendum - est l'histoire de la confrontation de forces contradictoires, pour et contre l'émancipation des femmes et leur droit à faire leurs propres choix reproductifs.
- Parce que la hiérarchie de l'église catholique, les autres confessions religieuses et la droite portugaise se sont toujours unies et ont toujours eu le soutien de la voix du Vatican contre le droit à choisir.
- Parce que les résultats de ce référendum ont montré une maturité de l'opinion publique qui a clairement refusé les manipulations, les mensonges et la terreur des secteurs anti-choix.
- Parce que ce processus du référendum a fait émerger des nouveaux acteurs sociaux qui n'étaient pas présents lors du premier référendum et qui ont apporté des nouveaux arguments à la discussion, ayant tous convergé sur l'essentiel : la question qui était référendée.
- Parce que cette victoire va contre la vague conservatrice du chef du Vatican, du fondamentalisme des chefs des différentes églises, contre le fondamentalisme des politiques anti-choix de l'administration américaine et contre les courants et les secteurs de la vieille Europe qui veulent imposer des politiques restrictives des droits individuels, prenant acte de la faible natalité et des problèmes démographiques.

- D'autre part, parce que c'est une victoire contre ces droits qui existent en Europe depuis longtemps et qui sont aujourd'hui remis en question par une attaque néo-libérale sans précédents à l'État social et aux conquêtes civilisationnelles au niveau du travail, de la santé, de l'éducation et des services publics.
- Parce qu'elle a apporté une nouvelle énergie à la conquête d'autres droits, notamment la pleine assomption des droits LGBT, le droit à la procréation assistée, le droit au mariage civil, le droit à l'égalité et à n'être pas discriminé-ée, selon la Constitution Portugaise (article 13).
- Parce que cela a été une avancée civilisationnelle, un changement de page dans notre société, dans les droits des femmes Portugaises qui n'avait pas encore été accompli depuis le 25 avril 1974.

Après cette bataille, la société portugaise et les organisations de femmes et féministes sont restés étourdis, « orphelines » d'une revendication qui a été finalement conquise et qui a apparemment disparu.

Toutefois quelques semaines après la victoire du 11 février, le 8 mars, date de l'approbation de la nouvelle loi au Parlement, laquelle sera appliquée dès juillet, les premiers signes d'alerte ont surgi.

- La majorité des hôpitaux et des centres de santé publics ne sont pas préparés pour exécuter la loi, par manque d'organisation des services, par manque de moyens techniques et humains et par manque de moyens contraceptifs qui puissent permettre de prévenir le recours à l'IVG.
- En conséquence, les cliniques privées vont s'imposer face au manque d'investissement du secteur public pour répondre aux besoins de la population en général et des plus nécessités en particulier, pour qui la réponse continuera à être la clandestinité.
- L'éducation sexuelle continue à être rare dans les écoles portugaises et on ne sait pas encore quel est le produit du travail du groupe qui prépare l'implémentation généralisée de l'éducation sexuelle dans les écoles.
- Une étude récente réalisée par une association de défense des droits des consommateurs indique l'existence d'une préoccupante attitude réactive ou passive des services de santé publics en ce qui concerne le planning familial des jeunes. D'autant plus préoccupant, car le Portugal est le 2^{ème} pays d'Europe avec le plus grand indice de grossesse dans l'adolescence.

Cela signifie que les organisations de femmes et les secteurs qui ont fait campagne pour le OUI doivent avoir une attitude de vigilance et d'exigence active pour que la loi soit accomplie et implémentée.

D'autre part, en ce qui concerne les droits des femmes, il y a encore un très vaste champ de lute, car beaucoup de droits acquis sont attaqués et d'autres restent encore à conquérir, par exemple les droits des lesbiennes, qui sont des droits humains et concernent de ce fait toute la société : le droit au mariage, le droit à la procréation assistée et le droit à l'adoption.

La violence de genre, qui a gagné en visibilité au Portugal depuis que la violence domestique est devenue un crime public, est, comme dans le reste du monde, un problème structural de la société patriarcale. Les organisations de femmes ont l'obligation de mener cette bataille civilisationnelle, qui touche transversalement de plus en plus de secteurs sociaux, qui investissent fortement dans la prévention, notamment dans les écoles et au niveau de campagnes d'information et de sensibilisation largement médiatisées.

Le Portugal est de plus en plus un espace d'accueil pour les femmes migrantes, venues de l'Europe de l'Est, de l'Asie, de l'Amérique Latine et des anciennes colonies portugaises. En plus d'être porteuses de cultures spécifiques, elles sont confinées dans leurs espaces privés ; les associations d'immigrants qui existent sont en grande partie masculines, hétérosexuelles et profondément patriarcales, n'incluant que rarement les femmes en leur sein et travaillent sur la base d'un faux neutre étranger à la spécificité de la migration féminine. C'est un autre champ vers lequel les organisations de femmes doivent s'ouvrir, d'autant plus qu'on y trouve des phénomènes comme la

violence domestique, la mutilation génitale féminine, la traite en vue de l'exploration sexuelle et la pauvreté.

Le gouvernement portugais (le Parti Socialiste a obtenu la majorité en 2005 et restera au pouvoir jusqu'en 2009) s'est révélé maître dans l'art de la propagande. Cette Année Européenne pour l'Égalité des Chances pour Tous a vu la présentation de plusieurs Plans Nationaux contre la Violence, contre la Traite d'Être Humains, pour l'Égalité, Genre et Citoyenneté, pour l'Inclusion et verra aussi avec la Présidence Portugaise de l'Union Européenne à partir de juillet. Toutefois les mots et les images contrastent avec la réalité sociale, profondément déprimée, sujette à de violentes attaques aux conquêtes du 25 avril, notamment au niveau de la santé, de l'éducation et des services publics, connaissant un fort taux de chômage dans tous les secteurs sociaux touchant les jeunes licenciés aussi bien que les personnes plus âgées, et de ce fait plus vulnérables, pour qui le chômage est le futur. La précarité fait désormais partie du vocabulaire et du projet de vie des jeunes, pour qui la formation est parfois une entrave à l'emploi.

Cependant, et contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, ce tableau pessimiste et de reflux rend les gens moins disponibles pour lutter, pour s'engager socialement en vue du changement, rendant aussi plus complexe et plus difficile la capacité d'adhésion des femmes aux organisations. Ce contexte social, qui est en même temps national et global, obligera les organisations de femmes à discuter et réfléchir quant aux chemins, instruments et moyens pour aller vers les femmes et les convaincre de lutter pour un monde de Liberté, Égalité, Solidarité, Justice et Paix.

Lisbonne, le 7 juillet 2007 - Coordination Portugaise de la Marche Mondiale des Femmes

2 - La MMF au Kenya

Le 7 juillet est une date très importante dans le calendrier du Kenya. Le double sept signifie Saba Saba, le jour de la consommation. En juillet 1992, des dizaines de femmes ont réalisé une grève de la faim et des manifestations demandant la fin des emprisonnements politiques et beaucoup d'entre elles furent agressées par les forces de police. De même qu'en 1997, de nombreux Kenyans ont trouvé la mort alors qu'ils luttèrent pour la liberté sous la dictature de Moi. Les femmes kényanes ont choisi ce jour pour inaugurer la Coordination Nationale de la Marche Mondiale des Femmes au Kenya. Elles ont organisé un atelier les 7 et 8 juillet pour en savoir davantage sur la Marche Mondiale des Femmes et pour créer la Coordination Nationale du Kenya. Les 34 femmes, participantes, sont venues de divers endroits de Nairobi, notamment des quartiers populaires de Korogocho, Huruma, Kibera, Lang'ata, Kawangware, Kangemi (auxquelles se sont joint d'autres femmes progressistes). La principale méthodologie adoptée a été de partir des expériences des femmes présentes, à l'aide de dramatisations et d'études de cas.

La rencontre a débuté par une discussion des participantes concernant leurs attentes. Elles avaient beaucoup de questions. Elles voulaient en savoir davantage concernant les termes féminisme/féministe qui ont été très utilisés pendant le Forum Social Mondial de 2007. Elles souhaitaient également savoir de quelle manière elles pourraient affronter l'insécurité à la maison et au sein des communautés et si la Marche Mondiale des Femmes était ouverte aux femmes autochtones, comme elles qui viennent des quartiers populaires, entre autres. Le point de départ de cette initiative a été le partage de l'expérience entre les femmes du Kenya et des militantes de la Marche Mondiale des Femmes d'autres pays, lors du Forum Social Mondial de 2007. Selon leurs témoignages, participer à une rencontre internationale a été une grande et une bonne expérience. Pour elles, le FSM a été riche et très fort. Elles ont dit avoir beaucoup appris à travers les activités qui ont été organisées par la Marche Mondiale des Femmes. Elles étaient très heureuses de savoir que leurs préoccupations étaient très proches voire semblables à celles des participantes des autres pays. Pour quelques-unes d'entre elles, le forum de LBGT a été important dans la mesure où elles ignoraient qu'une telle question pourrait exister dans leur pays.

Elles ont aimé le fait que nous résolvions les problèmes au moment où ils se produisent. Par exemple, au FSM la nourriture étant très chère, nous avons décidé de la payer ensemble avec l'argent que nous avons économisé en vendant des bandanas, ce qu'elles ont interprété comme un geste de solidarité.

Par ailleurs, les participantes ont discuté sur l'histoire, les objectifs, les valeurs et les revendications de la MMF en utilisant les documents préparés par Sophie Ogutu. Elles ont également parlé du rôle de la Coordination Nationale. La MMF incarne la résolution des femmes de construire un monde pacifique, libre d'exploitation et d'oppression : un monde où les personnes bénéficient complètement de leurs droits humains, de la justice sociale, de la démocratie et de l'égalité des genres ; un monde où le travail des femmes, productif et reproductif, et sa contribution à la société sont reconnues correctement ; un monde où la diversité culturelle et le pluralisme sont respectés ; un monde où l'environnement est protégé. Les féministes de la MMF pensent qu'il est urgent de proposer des alternatives économiques, politiques, sociales et culturelles pour que cet « autre monde » soit possible. La MMF croit qu'il est nécessaire de discuter autour de nos représentations concernant cet « autre monde » entre nous, les femmes, et avec des organisations alliées, aux niveaux local, national, régional et international.

L'action globale de la MMF n'est significative que lorsqu'il existe un dialogue authentique et une forte connexion avec les groupes de base. C'est pour cela qu'une forte implication de notre part au sujet du Kenya est incontournable. Leur identité politique est constamment en développement d'où la nécessité d'apprendre davantage à travers les expériences des unes et des autres.

Les femmes kenyanes ont continué à discuter de la situation sociale, économique et politique actuelle de leur pays. Récemment, le Kenya a été touché par une situation d'insécurité et de brutalité politique. La secte Mungiki, proscrite, a tué de manière barbare, des personnes innocentes, des maisons ont été brûlées et des familles forcées à abandonner leur foyer. Enfin, les participantes ont établi les objectifs et la structure organisationnelle de la MMF au Kenya.

Les principales demandes sont : le respect des droits humains, l'accès aux services essentiels pour tous, la sécurité alimentaire, l'équité, l'égalité, le respect des lois, le renforcement des femmes aux postes de dirigeante et la sécurité. Les défis concernent la manière d'aborder les besoins financiers et l'organisation nationale y compris la participation des femmes des peuples autochtones.

Les Kenyanes ont déclaré qu'elles cherchaient à s'unir avec d'autres « soeurs » du monde, pour réaliser des changements.

3 - Congrès de l'Union de Femmes Saharaouis

Le Vième Congrès de l'Union Nationale des Femmes Saharaouis s'est déroulé du 03 au 06 avril 2007 aux Camps des Réfugiés Saharaouis sur le territoire algérien au sud du Tindouf.

La Marche Mondiale des Femmes a été invitée à y participer pour que nous puissions mieux nous connaître et envisager des actions conjointes, surtout entre les Coordinations Nationales du Maghreb et de l'Afrique Subsaharienne. Nous avons été représentées par des militantes de la MMF de France et du Pays Basque et nous avons comme perspective de continuer à communiquer et agir ensemble.

C'est un peuple sans territoire, le Sahara Occidental ayant été colonisé par l'Espagne puis après Franco, remis entre les mains du roi du Maroc. Le peuple saharoui qui réclamait son indépendance a été spolié, la révolte écrasée, l'exil a renvoyé plus de 150.000 personnes dans un bout de désert que le gouvernement Algérien leur prête depuis 32 ans.

Administrativement ils sont organisés en quatre Wilayas qui se divisent à leur tour en Daïras et quartiers. Ils n'ont aucune ressource naturelle, aucun moyen de production ou de transformation. Les nappes phréatiques contiennent de l'eau salée, il n'y a pas de bassins de décantation et les

toilettes vont directement dans la terre contaminant ainsi les nappes phréatiques les plus proches de la surface.

C'est un peuple qui ne peut survivre que grâce à l'aide internationale. La solidarité est plus importante en Espagne, particulièrement au Pays Basque où beaucoup de municipalités consacrent un pourcentage de leur budget à la coopération et la solidarité avec le peuple saharoui. Mais la solidarité occidentale a majoritairement oublié ce conflit

Le territoire de Saguia el Hamra et Rio de Oro sont des zones occupées par les marocains. Il se situe en bord de mer, entre le sud du Maroc et le nord de la Mauritanie. Cette zone est fertile, riche de pétrole et de phosphate, avec une zone de pêche très riche. Les saharouis qui habitent ces zones occupées, particulièrement les jeunes, subissent une répression féroce.

Dans chaque camp existe une maison des femmes (même si elles ne sont pas toutes encore terminées) C'est un lieu de formation, d'alphabétisation, de prise de conscience et d'acquisition de confiance en elles-mêmes. Ces maisons contiennent des bibliothèques, certaines des salons de coiffure, de beauté ou des hammam.

Les femmes saharouis, force de mobilisation pour l'indépendance nationale et pour le progrès

Le Vème Congrès des Femmes Saharouis réaffirme la force que représentent les femmes dans la mobilisation pour l'indépendance nationale. Ont participé des délégations d'Algérie, de plusieurs pays d'Afrique et une forte délégation espagnole et basque.

Depuis le dernier congrès en 2002 des avancées ont été faites : la création d'un secrétariat d'état pour la promotion des femmes a permis d'augmenter la représentation des femmes en politique au niveau du Parlement. Pour permettre cette implication des femmes en politique, elles organisent des cours, des conférences, des ateliers de réflexion concernant l'importance du travail pour les femmes, la démocratie, les droits humains, etc.

Pour elles, *«la participation des femmes en politique est pour nous un droit que les femmes doivent revendiquer, mais c'est aussi une nécessité pour notre société»*. Elles disent aussi, *« la libération du peuple saharoui, sans l'émancipation et l'égalité des femmes et des hommes ne serait pas une réelle libération »*. *«Il faut mener de front les deux si l'on ne veut pas reproduire ce qu'ont vécu les femmes algériennes et d'autres peuples après leur indépendance»*.

4 - Intégration des peuples aux Amériques

La Marche Mondiale des Femmes a participé du 2 au 5 mai à la Havane à Cuba, à la VIe Rencontre hémisphérique de lutte contre les traités de libre-échange et pour l'intégration des peuples. Les militantes de la Marche ont participé aux groupes de travail, représentant la perspective féministe aussi bien dans les analyses et les propositions thématiques, que dans la formulation du discours général sur les alternatives d'intégration où sont posées les valeurs féministes de réciprocité, solidarité et complémentarité.

L'intégration des peuples s'organise autour de la réaffirmation des droits sociaux en tant que responsabilité de l'Etat Nation envers la population. Ainsi, les politiques publiques doivent garantir l'éducation, la santé publique, l'habitation, la sécurité sociale et la répartition des revenus. Cependant, les règles du libre-échange provoquent la détérioration des droits sociaux, la privatisation et la tertiarisation des services publics, les entreprises multinationales contrôlant de plus en plus nos vies. Le combat contre les entreprises multinationales est au centre de l'agenda des mouvements sociaux et les actions sont organisées autour des dénonciations concernant les dégâts sur l'environnement et les droits du travail. En ce sens, la mise en place d'un boycott à l'échelle continentale est prévue le premier mai de l'année prochaine contre les produits et les entreprises des Etats-Unis, ayant des politiques discriminatoires qui incitent aux crimes contre les travailleuses et les travailleurs émigrés.

Par ailleurs, le modèle énergétique constitue un thème polémique dans les propositions d'intégration régionale. Pour les mouvements, les alternatives doivent être fondées sur la durabilité de la vie, la consommation de ce qui est nécessaire et suffisant. C'est pour cette raison qu'ils s'interrogent sur les propositions cherchant à produire de l'énergie pour répondre au modèle de consommation effrénée, spécialement dans les pays du Nord, qui mettent en péril la souveraineté alimentaire des peuples.

Enfin, le thème du libre-échange est toujours à l'ordre du jour. Même depuis l'échec de la ZLEA (Zone de libre-échange des Amériques), certaines propositions d'accords de libre-échange sont actuellement discutées sur le continent. La tentative de l'Union Européenne de négocier avec le Mercosur et les pays des Caraïbes en est l'exemple. Ces accords vont à l'encontre de l'intégration des peuples, puisque le libre-échange se base sur la division sexuelle et internationale du travail, constituant un mécanisme d'approfondissement des inégalités à l'intérieur des pays, entre les peuples et entre les femmes et les hommes.

5 - Forum Social des Etats- Unis

Le Forum Social des Etats-Unis a eu lieu du 27 juin au 1er juillet 2007 à Atlanta dans l'Etat de Géorgie. Le Forum Social s'est développé selon deux orientations : l'opposition à la globalisation imposée par les grandes multinationales et aux politiques néolibérales et répressives qui touchent surtout les communautés pauvres.

Atlanta est la terre natale de Martin Luther King et celle de beaucoup d'autres militants des droits civils de la population noire. Pendant l'été 1881, plus de 3000 lavandières noires réalisèrent une grève qui paralysa la ville. 126 ans plus tard, à l'occasion du Forum, des associations de domestiques d'origines latino-américaine, haïtienne, philippine et asiatique de différentes régions du pays ont décidé de créer l'Alliance Nationale des Travailleuses Domestiques.

C'est également à Atlanta que se situe le siège de la multinationale Coca-cola accusée de l'assassinat de syndicalistes en Colombie et de la contamination et la destruction de sources d'eau en Inde. Lors du Forum, la Poor People's Economic Human Rights Campaign a organisé une marche pour les droits humains et économiques à partir du Martin Luther King History Center jusqu'à l'International Headquarters of Coca-Cola, dénonçant les accords de libre échange et les crimes contre l'humanité commis par les groupes multinationaux.

Plus de 10.000 personnes ont participé au Forum, la plupart étant des militantes des mouvements sociaux des Etats-Unis. Plus de 900 ateliers et activités culturelles ont eu lieu sur des thèmes comme la guerre, l'environnement, les privatisations, le système carcéral, la solidarité envers Cuba et le Venezuela, la reconstruction après Katrina, l'immigration, les accords de libre-échange en particulier entre les Etats-Unis et la Corée.

On notera la présence d'autres thèmes associés à la lutte féministe comme la justice reproductive, la violence sexiste et la lutte des lesbiennes, gays, transgenres, transsexuels appelés là-bas « communauté queer ».

La caractéristique de ce Forum a été d'être participatif, horizontal, d'inclure dès sa préparation des groupes de base. Des militantes féministes ont créé le Groupe de Travail des Femmes (Women's Working Group- WWG) pour assurer l'égalité de genre et le débat sur les « questions des femmes » au Forum. Près de 100 organisations féministes ont participé à ce groupe, coordonnant 63 activités pendant l'événement. En considérant les activités des autres organisations, près de 100 ateliers liés aux questions de genre ont eu lieu. Le Groupe de Travail a organisé la Cour des Femmes et a produit le livre « Reproductive Rights Briefing Book ». Il a également proposé et articulé un des débats qui clôturaient chaque jour de travail. Le débat "Liberating Gender and Sexuality : Integrating Gender and Sexual Justice across our movements" fut un des plus courrus. On y a parlé de la manière dont sont traités les sexualités et les corps considérés comme déviants par le corps médical et la répression policière.

Par ailleurs, les féministes ont remis en question les mouvements sociaux, non seulement en raison de la non-reconnaissance de la participation des femmes, mais aussi à cause de la manière de formuler leurs questions. A la même occasion, elles ont proposé de retrouver une créativité radicale dans la politique.

La Marche Mondiale des Femmes en tant que telle a organisé deux ateliers.

Dans le premier « Nous ne sommes pas à vendre », 25 femmes ont participé. Nous sommes parties d'images de femmes dans des revues féminines pour exprimer notre désaccord concernant le diktat des modèles de beauté et de féminité qui incite à la consommation exagérée et aboutissent au malaise avec nous-mêmes.

Dans le second débat, « Changer la vie des femmes/changer le monde » 30 femmes ont participé. Nous avons présenté les actions de 2005, le relais de la Charte Mondiale des Femmes pour l'Humanité et de la Courtepointe de la Solidarité et les 24 heures d'action. Ensuite, nous avons discuté de l'organisation de la Marche Mondiale des Femmes aux Etats-Unis.

Nous avons également contribué à des activités organisées par d'autres réseaux comme celles concernant la présence des femmes dans les Forums Sociaux et les stratégies pour le prochain Forum aux Etats-Unis ; consolidant les droits des femmes aux Etats-Unis par le biais du féminisme mondial Nyéléni, le Forum pour la Souveraineté Alimentaire. De plus, nous avons pu participer à des activités organisées par des alliées comme Code Pink, NOW, Sister Song Women of Color Reproductive Collective, WILPF et connaître de nouvelles organisations comme celle des femmes noires en milieu rural du sud ou celle des travailleuses domestiques.

Certaines compagnes se sont engagées à continuer avec l'organisation de la MMF aux Etats-Unis. Elles discutent déjà des idées pour une action aux Etats-Unis en 2010. Près de 30 femmes ont donné leurs courriels électroniques et veulent contribuer à l'organisation de la MMF aux Etats-Unis, c'est pourquoi nous espérons que cela signifiera une nouvelle et forte relance.

6 - Appel à l'action du FSM

Le Forum Social Mondial de 2008 change de forme. En effet, au lieu d'assister à un forum localisé dans un seul endroit, le FSM 2008 prendra la forme d'une semaine de mobilisations qui culminera, le 26 janvier 2008, en une journée mondiale d'actions contre la mondialisation néolibérale, le patriarcat, la guerre, le colonialisme et le racisme.

Les mouvements sociaux présents au sein du Conseil International du FSM, dont la Marche Mondiale des Femmes, souhaitent depuis plusieurs années que le FSM s'ancre dans les mobilisations et les luttes locales et soit un véritable processus de transformation. Les événements mondiaux uniques sont des moments inspirants mais inaccessibles pour la majorité des femmes et des hommes intéressés à construire des alternatives. Tout comme à l'intérieur de la Marche, c'est dans l'action qu'on peut vraiment construire des alliances, des alternatives et des résistances qui permettent de voir des résultats et des changements dans la vie des femmes et dans le monde.

C'est dans cet esprit que le CI réunit à Berlin en juin dernier a convenu d'un appel à l'action pour le FSM 2008. Le Réseau mondial des mouvements sociaux a également endossé cet appel et prendra une part active dans l'organisation. Il est important que nous soyons très nombreuses à agir localement pour marquer globalement notre détermination à construire un autre monde, un monde où la vie des femmes a la même valeur que celle des hommes, un monde où les valeurs de la Charte Mondiale des Femmes sont partagées par l'ensemble. Nous invitons tous les groupes de la Marche à devenir signataire de cet appel.

Vous pouvez vous rendre sur le site du FSM à l'adresse suivante www.wsf2008.net et ajouter votre signature pour dire que vous vous engagez à organiser une action dans le cadre de cet appel à l'action. Il y a présentement plus de 1 000 signataires (individues et groupes).

Lors de la prochaine réunion du Comité International de la Marche Mondiale des Femmes qui aura lieu en octobre, nous discuterons de l'action que la Marche pourrait faire. Une des actions envisagées, et qui pourrait se faire en collaboration avec des alliées comme Via Campesina, serait une action simultanée contre quelques transnationales qui contreviennent aux valeurs que nous portons. Cela pourrait permettre de mettre en lumière leurs pratiques d'exploitation du travail des femmes, le pillage des ressources naturelles et l'atteinte à notre bien-être commun. Nous vous invitons à nous contacter si vous avez des suggestions d'actions, si l'action ci-dessus vous inspire ou si vous avez des questions sur comment vous joindre à cette action.

Voici la déclaration du FSM : Appel à une journée mondiale de mobilisations et d'actions ^ le 26 janvier 2008.

Nous sommes des millions de femmes et d'hommes, d'organisations, de réseaux, de mouvements et syndicats de tous les coins de la planète, régions et villages, zones rurales et urbaines, de tous les peuples, de tout âge, culture et croyances unis par la ferme conviction que **UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE**.

Riches de nos diversités, de notre pluralisme, de nos alternatives et propositions, nous luttons contre le néolibéralisme, la guerre, la colonisation, le racisme et le patriarcat qui génèrent violence, exploitation, exclusions, pauvreté, faim, désastres écologiques et négations des droits humains.

Depuis de nombreuses années, nous résistons et construisons des processus innovants, de nouvelles cultures d'organisation et d'action allant du local au mondial, en particulier au travers du processus et de la Charte de Principes du Forum Social Mondial dont est issu cet appel.

Conscients de la nécessité de construire notre propre calendrier de mobilisations et soucieux d'amplifier l'impact de ces milliers de formes d'expressions et de manifestations, nous nous engageons à renforcer la solidarité et les convergences entre nos luttes, nos campagnes, ainsi que la construction d'alternatives et d'alliances.

Nous nous engageons à organiser une semaine d'actions qui culminera le 26 janvier 2008 avec une journée mondiale de mobilisation et d'actions.

Nous vous invitons toutes et tous, dans la diversité qui est notre force, à construire de manière créative des actions, manifestations, événements et convergences sur des thèmes et selon des modalités pratiques que chacun choisira.

AGISSONS ENSEMBLE POUR UN AUTRE MONDE!

Accédez au site web <http://www.wsf2008.net/> pour signer l'appel, lire une brève histoire sur la journée de mobilisation et action mondiale et savoir comment participer à sa préparation